

<http://gec.venissieux.org/Minguettes-reintroduire-l-ensemble>



Minguettes : réintroduire l'ensemble des vertues de la République

- Les élus -



Date de mise en ligne : jeudi 8 octobre 2009

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Intervention de Michèle PICARD à l'occasion de la réception de présentation de l'UTEQ vénissiane

mardi 29 septembre 2009 - 17 heures 30 (salle Jacques Duclos)

En présence de l'équipe municipale, je tenais à ce que tous les acteurs de terrain, dans la maison de la République, puissent se rencontrer et agir ensemble sur les problèmes de délinquance. Le constat est simple : la violence est banalisée, l'omerta et la résignation règnent.

Monsieur le commissaire va nous présenter la nouvelle brigade UTEQ et je voulais, pour amorcer les échanges et le travail, que les bailleurs, associations, délégués de quartiers, services de la municipalité, forces de l'ordre nationales et municipales soient partie prenante.

Au sujet de la sécurité, personne ne peut travailler seul dans son coin. Il nous faut une concertation étroite, mettre en œuvre une collaboration active afin de prendre en compte toutes les dimensions du problème.

Je profite de l'occasion pour présenter aux policiers de l'UTEQ, la Ville dans laquelle ils vont s'investir.

Vénissieux la rebelle, Vénissieux, mosaïque de peuples, de catégories sociales, Vénissieux est, je le crois, une ville humaine et attachante. Son héritage résistant, son tissu industriel, sa jeunesse ne sont pas des handicaps, mais des atouts. L'image négative qui a collé à notre commune depuis les émeutes des années 80 est derrière nous. Les choses ont changé, la ville s'est développée. Comme nous avons connu les problèmes des banlieues d'une grande agglomération avant les autres, notamment Paris, nous avons, je le crois, tiré les leçons avant les autres en matière d'urbanisme, d'accompagnement socio-éducatif depuis plus de vingt ans.

Sur le thème de la sécurité, une politique volontariste, loin de tout angélisme, a été menée : - création avant l'heure du TOP, - du CLSPD, - recours à la vidéo-surveillance lorsque c'est nécessaire,

.../... Nous n'avons jamais été laxistes. La Ville a porté d'autres dossiers importants, comme les parcs de stationnement sécurisés ou encore des soutiens sans failles aux pompiers, médecins, enseignants et monde sportif lorsqu'ils sont confrontés à la violence. Car pour nous, le droit d'aller à l'école sans être racketté n'est pas un droit secondaire, il est essentiel. Le droit d'une femme de rentrer chez elle à minuit en marchant dans la rue n'est pas un droit secondaire, il est essentiel.

Le droit de retrouver son véhicule sans détérioration pour partir au travail n'est pas un droit secondaire, il est essentiel. Le droit de vivre dans la tranquillité pour notre population n'est pas secondaire, il est essentiel !

Lors de la présentation de la brigade au commissariat de Vénissieux, le préfet de région, Monsieur Jacques Gérard, a mis en exergue les volets « répression, sanction » des UTEQ. En clair, les policiers ne sont pas des travailleurs sociaux, ils sont soumis au résultat, vous n'êtes pas une police de proximité bis. Il faut bien sûr des sanctions, je n'en doute pas, pour lutter contre les réseaux mafieux, contre les gens qui pourrissent la vie de nos quartiers, contre les trafics de drogue. Mais les résultats seront-ils satisfaisants si l'on n'appuie que sur ces deux boutons-là ? Je ne le crois pas.

La lutte contre l'insécurité passe aussi par la prévention, par une police de détection de la pré-délinquance et de dissuasion. Elle profitera à n'en pas douter d'un dialogue retrouvé avec la jeunesse, avec ces quartiers dits sensibles

à l'intérieur desquels il y a des gens (et c'est la très grande majorité) qui travaillent dur, qui n'acceptent pas les violences, ni le vandalisme. Il faut renouer le dialogue pour arrêter de stigmatiser la population, de la montrer du doigt, de la caricaturer. C'est une fois le contact passé, à travers une fermeté et une proximité de la police, que la loi du silence pourra être brisée, que la délinquance qui n'apparaît pas dans les chiffres officiels, une délinquance « invisible » en surface mais violente à huis clos, peut ressortir.

C'est un travail ardu, je le consens, un travail de longue haleine qui doit rassembler toutes les parties concernées : police, justice, Éducation nationale, associations, élus locaux.

Nous ne réussissons pas si l'on ne prend pas en compte l'accompagnement social, l'intégration des jeunes dans notre société, le développement de la personne, l'aide et l'expérience de la justice auprès des mineurs, l'apprentissage des règles de civisme. Sans oublier l'accès à l'emploi, bien évidemment, auquel la Ville contribue à travers l'organisation de la journée des métiers industriels. C'est un travail collectif et de longue haleine avec les missions locales, le Pôle emploi, l'AFPA, pour que les jeunes intègrent coûte que coûte le monde du travail.

Trop d'entre eux sortent du système scolaire sans diplôme, que ce soit en filière courte ou longue. Il faut y remédier de toute urgence. C'est en actionnant tous ces leviers en même temps, je dis bien en même temps, que l'insécurité et le sentiment d'insécurité diminueront.

En matière de lutte contre la délinquance, je n'ai donc aucun a priori. Je connais la réalité du terrain, la difficulté des missions de la police. A ce titre, je suis un peu comme Saint-Thomas, je demande à voir comment le travail des UTEQ va s'organiser, quelles relations vont se mettre en place avec les élus, les habitants des Minguettes, les associations. .../... Il serait d'ailleurs intéressant de tirer un premier bilan des unités qui oeuvrent depuis avril 2008 en Seine-Saint-Denis.

Quelles ont été les difficultés rencontrées sur le terrain ? Faut-il adapter différemment ce dispositif, selon les spécificités des quartiers, en termes d'effectifs, de missions ? D'après ce que j'ai lu dans la presse, l'Inspection générale de l'administration a lancé un audit sur le fonctionnement des UTEQ qui peut nous apporter des éléments de réponses nouveaux et intéressants.

Nous le savons bien ici : jamais peut-être le délitement de la société française n'avait atteint un tel paroxysme. Perte des valeurs civiques, perte de la notion de responsabilité, affaiblissement de l'autorité parentale. A tous les étages, le fil semble s'être cassé. On en arrive au point où des jeunes ne se rendent même plus compte de la gravité et des conséquences de leurs actes.

On en arrive au point où brûler la voiture du voisin devient un jeu, un rituel, un moyen d'avoir « sa minute de célébrité » dans les journaux de 20 heures. Ce contexte-là, cette américanisation de la société française, cette perte du lien collectif, rendent votre travail, rendent notre travail plus difficile. Il y a pourtant des réponses à apporter. Plus de budget pour l'école, plus de budget pour les associations, plus d'effectifs dans les commissariats. J'ai la sensation que certains maux de la société française sont arrivés à un point tel qu'ils dépassent largement les querelles partisans.

Nous ne pouvons plus avancer à partir de cette contradiction saisissante : d'un côté, les problèmes se multiplient, la violence s'accroît... de l'autre on supprime par milliers des postes de fonctionnaires !

Dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques, le Ministère de l'Intérieur prévoirait la suppression de 5000 postes d'ici 2011. Les syndicats craignent la disparition de 10 000 postes. Dans l'Éducation Nationale, 60 000 postes en moins depuis 2003 ! Nos moyens d'intervention se réduisent d'année en année et on nous demande

Minguettes : réintroduire l'ensemble des vertues de la République

d'obtenir des résultats, de colmater les brèches. Introduire l'ordre dans les quartiers, j'y suis favorable ! Y réintroduire l'ensemble des vertus de la République aussi !

Je vous remercie de votre attention et je vous souhaite la bienvenue à Vénissieux.